



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Gendarmerie nationale**

**RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE**

Division de l'appui opérationnel

Bureau du budget et de l'administration

Section administration

85, Bd Clemenceau – BP 33284

35032 RENNES CEDEX

Tél. : 02 99 32 53 73

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
CCAP**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES  
À PROCÉDURE ADAPTÉE**

**OBJET DU MARCHÉ :**

**Entretien des séparateurs à hydrocarbures et débourbeurs au profit  
de la Région de gendarmerie de Bretagne**

n° de référence du marché : 2026-FCS-1

CCAG de référence appliqué au présent marché : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services.

# SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CCAP.....	1
Article 1 - Objet / Présentation du marché.....	4
1.1 Nature et lieu de l'opération.....	4
1.2 Procédure et forme du marché.....	4
1.3 Allotissement.....	4
1.4 Variantes et PSE.....	4
Article 2 - Intervenants.....	4
2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
2.2 Service chargé de la mise en place et du suivi de la procédure de passation du marché.....	4
2.3 Service chargé du suivi technique de l'opération.....	5
2.4 Comptable assignataire.....	5
2.5 Titulaires, co-traitance et sous-traitance.....	5
Article 3 - Pièces contractuelles.....	5
Article 4 - Durée du marché.....	6
Article 5 - Connaissance de site.....	6
Article 6 - Conditions d'exécution du marché.....	6
6.1 Planning prévisionnel.....	6
6.2 Contraintes horaires d'exécution.....	6
6.3 Représentant du titulaire.....	7
6.4 Liste nominative du personnel et liste des véhicules.....	7
6.5 Comportement du personnel.....	8
6.6 Obligation de confidentialité.....	8
6.7 Mesures de sécurité.....	8
6.8 Sujétions des activités d'exploitation.....	9
6.9 Incidents et sinistres.....	9
6.9.1 Gestion des incidents.....	9
6.9.2 Gestion des sinistres.....	9
Article 7 - Co-traitance et sous-traitance.....	9
7.1 Co-traitance.....	9
7.2 Sous-traitance.....	10
Article 8 - Certification achats responsables.....	11
Article 9 - Clause sociale.....	11
Article 10 - Clause environnementale.....	11
10.1 Dispositions générales.....	11
10.2 Gestion des déchets.....	12
Article 11 - Prix.....	12
11.1 Forme et contenu des prix.....	12

11.2 Révision des prix.....	12
11.3 Transmission pour approbation.....	13
Article 12 - Modalités de paiement.....	13
12.1 Périodicité des présentations de demandes de paiement.....	13
12.2 Taux de TVA.....	14
12.3 Transmission des factures.....	14
12.4 Procédure en cas de trop-perçu.....	14
12.5 Délai de paiement.....	14
12.6 Intérêts moratoires.....	15
Article 13 - Avance.....	15
13.1 Dispositions générales.....	15
13.2 Avance aux sous-traitants.....	15
Article 14 - Cession ou nantissement de créances.....	16
Article 15 - Admission, ajournement, réfaction ou rejet.....	16
Article 16 - Garantie, délai de garantie et retenue de garantie.....	16
Article 17 - Assurances.....	17
Article 18 - Clause de réexamen.....	17
18.1 Dispositions générales.....	17
18.2 Pandémie, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....	18
Article 19 - Pénalités.....	18
Article 20 - Langue.....	19
Article 21 - Résiliation.....	19
Article 22 - Litiges.....	20
Article 23 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe ».....	20
Article 24 - Dérogation au CCAG - FCS.....	21

## Article 1 - Objet / Présentation du marché

### 1.1 Nature et lieu de l'opération

Le présent marché a pour objet la réalisation de la mission suivante :

#### **Entretien des séparateurs à hydrocarbures et débourbeurs au profit de la Région de gendarmerie de Bretagne**

Groupe marchandise : 41.06.01 Collecte, traitement déchet non dangereux, yc déchets indus banals.  
Code CPV principal : 90460000-9 Services de vidange de puisards ou de fosses septiques.

### 1.2 Procédure et forme du marché

Conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé selon une procédure adaptée.

Cette nouvelle procédure a été initiée à la suite de la décision de l'administration de déclarer sans suite la procédure précédente, pour des raisons spécifiques ne résultant pas de l'infructuosité de la consultation.

### 1.3 Allotissement

Le marché est alloti géographiquement tel que suit :

Numéro du lot	Dénomination
1	Côtes d'Armor (22)
2	Finistère (29)
3	Ille-et-Vilaine (35)
4	Morbihan (56)

Il est possible de présenter une offre pour un lot, pour plusieurs lots ou pour l'ensemble des lots.

### 1.4 Variantes et PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## Article 2 - Intervenants

### 2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
**Région de gendarmerie de Bretagne**  
85, boulevard Georges Clemenceau  
35000 RENNES

#### Qualité du signataire du marché public

Le commandant de la Région de gendarmerie de Bretagne, commandant la gendarmerie pour la Zone de Défense et de Sécurité Ouest est le représentant du pouvoir adjudicateur.

## **2.2 Service chargé de la mise en place et du suivi de la procédure de passation du marché**

Région de gendarmerie de Bretagne  
**Bureau du budget et de l'administration - Section Administration**  
85 boulevard Georges Clemenceau  
35000 RENNES  
Courriel : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

## **2.3 Service chargé du suivi technique de l'opération**

Région de gendarmerie de Bretagne  
**Bureau de l'immobilier et du logement (BIL)**  
85 boulevard Georges Clemenceau  
35000 RENNES  
Tél. : 02.99.32.52.37  
Courriel : bil.dao.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

## **2.4 Comptable assignataire**

**Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine**  
Cité administrative – Avenue Janvier  
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9  
Tél : 02.99.79.80.00

## **2.5 Titulaires, co-traitance et sous-traitance**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentant(s) est ou sont réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur, les décisions nécessaires engageant le titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché.

Concernant la co-traitance, il convient de se reporter aux dispositions de l'article 7.1 Co-traitance du présent CCAP.

Concernant la sous-traitance, il convient de se reporter aux dispositions de l'article 7.2 Sous-traitance du présent CCAP.

## **Article 3 - Pièces contractuelles**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), mis en place par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus ainsi que des lois, décrets, règlements ou directives de droit national, communautaire ou international régulièrement publiés et susceptibles d'affecter le présent marché.

Toute clause contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché, figurant dans des documents établis par le titulaire, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire, en particulier, ne peuvent pas contredire les clauses contractuelles du marché.

#### **Article 4 - Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être reconduit tacitement trois (3) fois douze (12) mois. La décision de non reconduction sera transmise via PLACE au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché.

#### **Article 5 - Connaissance de site**

Le prestataire est réputé avoir connaissance des lieux d'exécution des prestations.

À cet effet et avant la remise de son offre, le soumissionnaire est réputé :

- Avoir pris pleine connaissance des documents utiles à la réalisation des prestations, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des prestations ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et des existants et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des prestations, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de transport, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.).

En aucun cas, le titulaire pourra, en cours d'exécutions du marché, se prévaloir d'une quelconque non-conformité de son offre par rapport aux pièces constitutives du marché ou d'une méconnaissance des lieux d'intervention pour revoir son offre financière à la hausse.

L'état technique insuffisant dans lequel pourraient se trouver certains équipements à la date d'effet du marché, ne donnera lieu à aucun paiement supplémentaire, le Prestataire étant réputé avoir vu et prit connaissance des équipements avant de s'engager.

En aucun cas, le titulaire ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

#### **Article 6 - Conditions d'exécution du marché**

##### **6.1 Planning prévisionnel**

Les titulaires doivent remettre un planning prévisionnel d'intervention dans un délai d'un (01) mois à compter de la notification de chaque lot pour validation du Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

##### **6.2 Contraintes horaires d'exécution**

Les prestations devront être réalisées en dehors des jours fériés et du lundi au vendredi de 08 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

L'accès aux équipements et la réalisation des prestations sont autorisés et validés par les services ci-dessous :

Pour le lot 1 « Côtes d'Armor (22) » :

**Groupement de gendarmerie départementale des Côtes d'Armor**

**Service des Affaires Immobilières**

Caserne de Guébriant

30 Rue de la Gare

22000 ST BRIEUC

Mail : [sai.ggd22@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sai.ggd22@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

Téléphone : 02.90.01.53.76

Pour le lot 2 « Finistère (29) » :

**Groupement de gendarmerie départementale du Finistère**

**Service des Affaires Immobilières**

12 Place de La Tour d'Auvergne

29000 QUIMPER

Mail : [sai.ggd29@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sai.ggd29@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

Téléphone : 02.98.55.84.30

Pour le lot 3 « Ile-et-Vilaine (35) » :

**Groupement de gendarmerie départementale d'Ile-et-Vilaine**

**Service des Affaires Immobilières**

Caserne général Maurice Guillaudot

85 Boulevard Clemenceau

35000 RENNES

Mail : [sai.ggd35@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sai.ggd35@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

Téléphone : 02.99.32.53.37

Pour le lot 4 « Morbihan (56) » :

**Groupement de gendarmerie départementale du Morbihan**

**Service des Affaires Immobilières**

Caserne Guillaudot

2 Rue du Colonel Arnaud Beltrame

56000 VANNES

Mail : [sai.ggd56@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sai.ggd56@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

Téléphone : 02.97.54.75.21

### **6.3 Représentant du titulaire**

Les interlocuteurs désignés dans le cadre technique de l'offre sont les interlocuteurs réputés vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Ces personnes chargées de la réalisation des prestations doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- au capital social de l'entreprise ;

ainsi que toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

### **6.4 Liste nominative du personnel et liste des véhicules**

Le titulaire doit fournir au SAI du lot concerné dans lequel il intervient la liste nominative du personnel exécutant les prestations dans un délai de huit (08) jours calendaires à compter de la notification du lot.

Cette liste nominative devra être impérativement accompagnée de la pièce d'identité de chaque agent ainsi que de la carte grise des véhicules utilisés pour l'exécution du marché qui seront amenés à pénétrer dans les casernes.

Dans ce cadre, le titulaire adressera par mail la liste des employés de la société travaillant sur site, en mentionnant leur nom, prénom, lieu et date de naissance et dans un deuxième temps, les avisera nominativement que ce contrôle aura lieu.

Ces documents seront soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit d'accepter ou non, sans justification, un personnel sur les lieux d'exécutions des prestations.

Toute modification pouvant intervenir dans la composition du personnel doit être notifiée au maître d'ouvrage au moins huit (08) jours avant l'arrivée sur site du nouveau personnel. En cas d'absence d'un des personnels, le titulaire doit alors informer le pouvoir adjudicateur et pallier cette absence dans les plus brefs délais.

Conformément au 2<sup>e</sup> article du règlement général sur la protection des données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « la durée de conservation des données est limitée au strict minimum » soit durant la consultation et l'exécution du marché.

(<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>).

#### **6.5 Comportement du personnel**

Le personnel doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard du service et de ses usagers. La personne publique se réserve la possibilité, en cours de marché, de ne plus accepter un agent (comportement inacceptable, horaires non respectés, prestations de mauvaise qualité ...).

#### **6.6 Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ni être utilisés directement par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché ainsi que des poursuites juridiques.

Le non-respect de l'obligation de confidentialité fera l'objet des pénalités prévues à l'article 19 du présent CCAP.

#### **6.7 Mesures de sécurité**

L'attention du candidat est particulièrement attirée sur le fait que les potentielles prestations à exécuter se situent dans des enceintes à l'intérieur desquels des précautions particulières sont à prendre pour la sécurité. Le candidat doit se conformer aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter.



Compte tenu du contexte sécuritaire actuel et conformément au Code de la sécurité intérieure (notamment art. L114-1, L234-1 et 2 et R.114-4), l'autorisation d'accès à l'emprise militaire est subordonnée à la réalisation préalable d'une enquête administrative de sécurité.

Pour l'exécution des prestations, l'attributaire doit respecter les mesures particulières de sécurité prévues.

Les différents personnels devant se rendre physiquement sur les lieux d'intervention (visite du site et exécution du marché) devront respecter les mesures sanitaires en vigueur.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès est nécessaire pour la visite de site et l'exécution des prestations par l'attributaire.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis aux mêmes règles, énoncées dans l'article 6.

Le non-respect d'une de ces mesures de sécurité fera l'objet des pénalités prévues à l'article 19 du présent CCAP.

## **6.8 Sujétions des activités d'exploitation**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens des parties prenantes par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

## **6.9 Incidents et sinistres**

### **6.9.1 Gestion des incidents**

Le Titulaire doit signaler par écrit au Pouvoir Adjudicateur les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du Pouvoir Adjudicateur et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

À cet égard, le Titulaire conseille le Pouvoir Adjudicateur et lui fait connaître les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour une meilleure efficacité.

### **6.9.2 Gestion des sinistres**

Dès constatations d'un sinistre ou de dommages aux installations, résultant du Titulaire, ce dernier devra :

- Déclarer le sinistre à ses assureurs ;
- Prendre immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- Informer immédiatement les services du Pouvoir Adjudicateur ;
- Prendre des mesures provisoires, afin assurer la continuité du service (installations provisoires).

Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur estime que la responsabilité du Titulaire pourrait être engagée, celui-ci lui notifiera par un courrier avec accusé de réception.

Dans tous les cas, le Titulaire apportera au Pouvoir Adjudicateur, toutes les informations permettant une analyse des causes du sinistre.

## **Article 7 - Co-traitance et sous-traitance**

### **7.1 Co-traitance**

Le marché autorise le groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire conformément aux articles R.2142-20 et R.2142.21 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du marché.

## **7.2 Sous-traitance**

Les dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique et 3.6. du CCAG-FCS sont applicables au présent marché.

Ces articles disposent, notamment, que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Conformément aux dispositions de l'article L.2193-1 du Code de la commande publique, les prestations de fourniture ne peuvent pas être sous-traitées, seules les prestations de service associées peuvent l'être, à condition que l'acheteur n'ait pas réduit le champ de la sous-traitance en vertu des dispositions de l'article L.2193-3 du même code.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

La sous-traitance sera déclarée au moins sept (7) jours avant son intervention sous peine des pénalités prévues à l'article 19.

Ci-dessous la liste des documents à fournir en cas de sous-traitance :

- Une déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, datée et signée. Ce document est présent dans le dossier de la consultation ou via le lien suivant:  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Le contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et le sous-traitant ;
- Une attestation de régularité fiscale du sous-traitant datée de moins d'un an ;
- Une attestation de vigilance du sous-traitant datée de moins de six mois ;
- Le devis de l'opération sous-traitée ;
- Le RIB du sous-traitant.

Un titulaire demandant un changement de sous-traitant en cours d'exécution du marché devra transmettre :

- L'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ;
- L'état des paiements effectués au sous-traitant ;
- L'état d'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat ;
- Les éléments justifiant les qualifications équivalentes du nouveau sous-traitant.

### **IMPORTANT**

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site pourra entraîner l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 19 du CCAP, par dérogation à l'article 3.6.3. du CCAG-FCS.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du marché ni sur la nature des prestations contractuelles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants, soit par envoi postal recommandé avec avis de réception, soit par LRAR via le profil acheteur de la Région de Gendarmerie de Bretagne (PLACE).

## **Article 8 - Certification achats responsables**

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables » – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR disponible sur le site du ministère de l'économie ou des finances et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le représentant du pouvoir adjudicateur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes. La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche.

Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

## **Article 9 - Clause sociale**

### **Label « Diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ».**

Le ministère de l'Intérieur est fortement engagé en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l'externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l'AFNOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », il s'est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, le titulaire du marché devra s'assurer qu'il :

- respecte ses obligations en matière d'égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- n'est pas condamné pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du Code pénal) et pour le non-respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L.1146-1 du Code du travail) ;
- met en place (pour les entreprises de plus de 50 salariés) un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

## **Article 10 - Clause environnementale**

### **10.1 Dispositions générales**

Le Pouvoir Adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L.2111-1 du Code de la commande publique.

Dans le cadre des prestations objet du marché, le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour garantir :

- La gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, et notamment leur traçage/traçabilité comme précisé à l'article 10.2 Gestion des déchets ;
- La diminution des rejets CO<sup>2</sup>, notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales ;
- Une organisation interne pour le suivi, le recyclage ou la dépollution des déchets produits (ou du matériel usager) ou collectés lors de l'exécution du marché tenant compte de la nécessité d'utiliser l'application « Trackdéchets » pour le suivi administratif et techniques des déchets concernés ;
- La prise en compte des consommations énergétiques lors de la proposition de matériel de remplacement ;
- Un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie ;

## **10.2 Gestion des déchets**

Les déchets sont triés, collectés et traités par le Titulaire selon la réglementation en vigueur. Aucun déchet ne doit subsister sur site après intervention du Titulaire ou des sous-traitants.

Les Candidats fournissent une fiche process sur la gestion des déchets en identifiant les différents partenaires, c'est-à-dire le service bénéficiaire et la société agréée réalisant le retraitement. Ce document constitue une pièce contractuelle qui est un repère pour chaque partie prenante et permet à chacun de prendre conscience de ses obligations et des actions à produire à chaque étape de la gestion des déchets, de leur genèse à leur élimination ou retraitement/recyclage.

Les équipements de protection individuelle (EPI) sont à la charge du Titulaire, concernant leur fourniture aux agents intervenants ainsi que leur gestion en tant que déchets après usage.

Pour information, la Région de Gendarmerie de Bretagne est identifiée sur la plateforme « Trackdéchets » via le numéro de SIRET suivant : 157 000 290 00013.

## **Article 11 - Prix**

### **11.1 Forme et contenu des prix**

L'unité monétaire est l'Euro (€). La forme du prix du marché est globale et forfaitaire.

Le montant figurant à l'acte d'engagement, rémunère le titulaire pour l'exécution de l'ensemble des prestations prévues au marché. Les prix comprennent toutes les taxes, charges et assurances et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (rémunérations des intervenants, frais de déplacement, frais de restauration, frais d'hébergement, cession des droits de propriété intellectuelle, documentation, recours externes, frais téléphoniques, frais professionnels) sans que cette liste soit exhaustive.

Le titulaire étant reconnu comme le sachant, il devra intégrer dans son offre toute sujétion nécessaire à la bonne exécution du marché.

Les prix portés sur l'acte d'engagement par le titulaire sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) en précisant le taux de TVA. Le détail du montant de la prestation est joint dans une annexe financière à l'acte d'engagement comprenant les prix forfaitaires pour les différents postes de l'offre dans son ensemble.

Les offres promotionnelles peuvent être acceptées.

## 11.2 Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la prise d'effet du marché.

**Formule d'actualisation :**

$$P = P_0 \times (I/I_0)$$

Dans laquelle :

**P** : Prix révisé

**P<sub>0</sub>** : Prix initial indiqué à l'acte d'engagement puis, par la suite, prix révisé.

**I<sub>0</sub>** : Valeur de l'indice de référence connu au mois de remise des offres (M0) puis, par la suite, valeur de l'indice connu à la date de la précédente révision de prix.

**I** : Valeur de l'index de référence à la date de révision.

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183, publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

## 11.3 Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution de l'indice lié à la nature de l'activité).

Le titulaire adresse pour approbation son calcul d'actualisation par envoi dématérialisé avec accusé de réception au service chargé du suivi administratif indiqué à l'article 2.2, à savoir : [sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr), dans le délai d'un (01) mois avant la fin de la première année, puis un (01) mois avant la fin de chaque période de reconduction.

L'actualisation du prix est accompagnée d'une DPGF actualisée.

## Article 12 - Modalités de paiement

### 12.1 Périodicité des présentations de demandes de paiement

Le titulaire établit une facture détaillée pour la première intervention avant la fin juin et pour la seconde avant le 15 novembre. Les sommes doivent correspondre aux prestations réellement exécutées à la date d'établissement de la facture.

La facture correspond aux bons de commande exécutés dans le cadre de la maintenance corrective qui est à transmettre dès la réception des travaux.

#### Contenu des factures :

Outre les mentions légales obligatoires, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Les références et la date du marché
- Le numéro d'engagement juridique Chorus communiqué lors de la notification du marché ou du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro SIRET du titulaire ;
- la nature du titre (avance, acompte, solde) ;
- l'indication précise du site concerné ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- la date d'exécution des services ;
- le détail des prestations hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exprimés en euros ;
- le code d'identification du service en charge du paiement de la facture ;
- le numéro de compte bancaire ou postal précisé sur l'acte d'engagement du marché.
- le tampon de la société ;
- la signature d'une personne ayant le pouvoir d'engager la société.

La validation sera soumise à la transmission préalable des rapports d'intervention et la preuve de dépôt des bordereaux de suivi des déchets « Track déchets ».

En l'absence des renseignements ci-dessus, le délai de paiement de la facture sera suspendu jusqu'à réception du nouveau document complet.

Les pénalités et les réfections éventuellement applicables, conformément à l'article 19 du présent CCAP, viennent en déduction des sommes dues au titulaire.

Les prix à appliquer pour la facturation sont ceux indiqués dans les DPGF (forfait).

## **12.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **12.3 Transmission des factures**

Dans le cadre de ce marché, le titulaire adresse la facture selon les modalités suivantes :

Le titulaire du marché enverra ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PORTAIL PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) exclusivement. Il est rappelé que conformément aux articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à toutes les entreprises, associations et particuliers.

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures se trouvent sur le site communautaire CHORUS PRO (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>) et dédié à la préparation à la facturation électronique conformément à l'arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique et publié le 22 décembre 2021 au Journal officiel. Par ailleurs, un service d'assistance téléphonique est mis à disposition des entreprises pour les aider dans la prise en main de l'application Chorus Pro. Ce service est disponible du lundi au vendredi de 9 h à 19 h (hors jours fériés) au 04 77 78 39 57.

## **12.4 Procédure en cas de trop-perçu**

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'acheteur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur secondaire.

## **12.5 Délai de paiement**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique après constatation du service fait et admission des prestations dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, conformément à l'article L.2192-10 du Code de la commande publique et au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans le contrôle de la commande publique.

En vertu de l'arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique et publié le 22 décembre 2021 au Journal officiel cité précédemment :

- Dans les cas de dématérialisation obligatoire, lorsqu'une facture est transmise en dehors du portail de facturation Chorus Pro, l'administration peut la rejeter après en avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation prévue au 2° de l'article 2 de l'arrêté du 14

décembre 2021 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

- La date de réception de la demande de paiement par l'acheteur correspond :
  1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisées, à la date à laquelle Chorus Pro horodate l'arrivée de la facture ;
  2. lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service de Chorus Pro, à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du prestataire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale sans indemnité du marché par la personne publique aux torts exclusifs du prestataire.

Le comptable assignataire des paiements est la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine - Cité Administrative - avenue Janvier – 35021 Rennes cedex.

### **12.6 Intérêts moratoires**

En cas de dépassement du délai de paiement le titulaire a droit, sans qu'il en ait fait la demande, aux versements d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne, majoré de huit (08) points, auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

## **Article 13 - Avance**

### **13.1 Dispositions générales**

L'article R.2191-3 du Code de la commande publique dispose qu'une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du lot est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (02) mois.

Conformément à l'article R.2191-13 du Code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire pour chaque tranche affirmée.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance doit être au plus égal à 5 % (ou 30 % pour une PME) du montant initial toutes taxes comprises du lot. Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Son remboursement interviendra selon les dispositions de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

L'avance n'est due au titulaire du lot que sur la part du lot qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Si le titulaire du lot qui a perçu l'avance sous-traite une part du lot postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

### **13.2 Avance aux sous-traitants**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000 € hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 5 % (ou 30 % pour une PME) du montant des prestations sous-traités et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

### **Article 14 - Cession ou nantissement de créances**

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à 63 du Code de la commande publique.

### **Article 15 - Admission, ajournement, réfaction ou rejet**

Le responsable de site prononce l'admission des prestations, après vérifications, si les prestations de maintenance préventive et/ou de maintenance corrective réalisées sont conformes, sans réserve, aux stipulations du marché.

En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix. Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification, au titulaire, de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la réalisation des prestations.

La décision d'admission vaut attestation de service fait et constitue le point de départ du délai de garantie.

### **Article 16 - Garantie, délai de garantie et retenue de garantie**

Les prestations feront l'objet d'une garantie d'un (1) an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission (hors garantie constructeur de durée supérieure). Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie sur les prestations du marché.



## Article 17 - Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une ou des polices d'assurance couvrant sa responsabilité civile, ainsi que celles de ses commettants ou préposés, à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions avec son assureur pour que ses polices s'appliquent sans restriction ni réserve et ne comporte aucune clause de réduction de garantie ni de règle proportionnelle dans le cadre de l'opération objet du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être facturé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisant(s).

Sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra produire les attestations en cours de validité émanant de sa(es) compagnie(s) d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie, dans les quinze (15) jours suivant la notification du lot et avant tout début d'exécution.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire renouvellera les attestations d'assurance quinze (15) jours au plus tard après leur fin de validité.

Tout retard dans la production des attestations peut donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 19 du présent CCAP.

## Article 18 - Clause de réexamen

### 18.1 Dispositions générales

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen pourra être activée. À cet égard, les dispositions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS et aux articles R.2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique s'appliquent.

Toute modification intervient via la réalisation d'un acte modificatif signé du titulaire et du représentant du pouvoir adjudicateur. Ce document matérialise l'accord entre les deux parties.

Le marché peut donc être modifié dans le cas où un équipement doit être ajouté ou supprimé en cours d'exécution. **L'équipement visé devra être ajouté/supprimé au/du lot auquel il se rapporte géographiquement.**

Chaque lot peut ainsi faire l'objet d'une modification contractuelle quel que soit son montant et inclure de nouveaux équipements non prévus dans le recensement initial.

Dans le cas où le titulaire d'un lot :

- N'est pas en mesure de répondre à un nouvel ajout d'équipement d'un point de vue logistique ou ;
- propose des délais de mise en œuvre trop important ou ;
- propose une offre financière inacceptable.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit de contracter avec une autre entreprise, de préférence celles se classant derrière le titulaire lors de l'analyse des offres.

Le titulaire du lot devra faire tout ce qui est en son pouvoir quant au délai de mise en œuvre et à la bonne tarification des prestations liées à l'ajout du nouvel équipement.

La demande d'ajout se fera impérativement via l'outil de messagerie mis à disposition sur la plateforme PLACE. Le titulaire aura alors quinze (15) jours pour transmettre sa réponse accompagnée de sa tarification.

## **18.2 Pandémie, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre**

Dans le cas d'une pandémie ou autre état grave assorti d'une déclaration d'état d'urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le Titulaire a une obligation de résultat.

Il assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

## **Article 19 - Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du manquement par la personne publique, partie prenante du marché.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale.

Lorsque l'administration envisage d'appliquer les pénalités, il invite, par écrit, la société à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires. L'administration précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquement(s) concerné(s) ainsi que le délai imparti à la société pour présenter ses observations. À défaut de réponse de la société, l'administration applique les pénalités.

Si l'administration considère que les observations formulées par la société ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celle-ci, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Dès notification des pénalités, la réfaction des prix est effectuée sur la facture émise par le titulaire. Les pénalités sont déduites du montant TTC de la facture.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

Motifs	Délai d'application	Pénalités appliquées
Retard ou absence de remise du calendrier prévisionnel annuel conforme selon CCTP	1 mois à compter de la date de notification du marché puis de la date anniversaire	50 € / jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution des prestations (non-respect du calendrier) sauf justifications avérées	À effet immédiat	100 € / jour ouvrable de retard
Retard ou absence de remise des documents demandés par la personne publique (assurance, pièce d'identité...)	Variable selon le document attendu	50 € / jour calendaire de retard

Retard ou absence de remise des rapports d'intervention par passage et par équipement au SAI concerné et au BIL	48 h entre la fin d'intervention et la réception par courriel du document	50 € / jour calendaire de retard
Retard ou absence de remise du rapport annuel conforme au BIL	1 mois avant la fin de la première période d'exécution et de chaque période de reconduction	50 € / jour calendaire de retard
Non-respect du délai de déclaration de sous-traitance	À effet immédiat	100 € / jour calendaire de retard
Présence sur site d'un sous-traitant non déclaré	À effet immédiat	500 € / constat
Non-respect de l'obligation de confidentialité	À effet immédiat	150 € / constat
Non-respect de la sécurité ou des mesures de prévention	À effet immédiat	150 € / constat

Tout jour commencé est compté pour un jour entier de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables sans plafond ni exonération.

## Article 20 - Langue

Le présent marché est passé conformément aux règles du Code de la commande publique. Tous les documents relatifs au marché (correspondances et factures) doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en langue française conforme à l'original.

## Article 21 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent.

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS aucune indemnisation ne sera versée.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS le représentant du pouvoir adjudicateur pourra notamment recourir à la résiliation aux frais et aux risques du titulaire en cas de faute de ce dernier.

La résiliation pourra être partielle (résiliation d'un ou plusieurs lots) ou complète (résiliation de l'ensemble des lots). La demande de résiliation sera formulée par LRAR ou via l'outil de messagerie PLACE. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

## Article 22 - Litiges

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le Médiateur des entreprises, dont la saisine s'effectue sur le site internet du Ministère de l'Économie et des Finances.

Ils peuvent également s'adresser au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dont les coordonnées sont les suivantes :

**CCIRA DE NANTES**  
**DREETS DES PAYS DE LA LOIRE**  
Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES Cedex 1

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

**Tribunal administratif de Rennes**  
3 Contour de la Motte - CS 44416  
35044 Rennes Cedex

## Article 23 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe »

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1<sup>er</sup>, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du Code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à [sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr](mailto:sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr) ).

#### Article 24 - Dérogation au CCAG - FCS

Toutes les dispositions du CCAG-FCS relatif à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services s'appliquent au présent marché à l'exception des dispositions indiquées ci-dessous :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
7.2 sous-traitance	Article 3.6.3
19 pénalités	Article 14.1
21 résiliation	Article 42